

UNE CONCERTISTE EXPULSÉE DES USA SANS AUCUNE EXPLICATION

The New York Times
nytimes.com

par NINA BERNSTEIN, le 17 septembre 2007
Traduction ReOpen911.info



Nalini Ghuman, une musicologue d'avenir, experte du compositeur britannique Edouard Elgar, a été arrêté à l'aéroport de San Francisco en août 2006, et, sans explication, fut informée qu'elle n'était plus autorisée à entrer aux Etats-Unis.

UNE CONCERTISTE EXPULSÉE DES USA

Son cas est devenu une cause importante parmi les musicologues et l'objet d'une campagne de protestation de la part de l'*American Musicological Society* ainsi que de notoires figures de l'académie de musique comme Leon Botstein, président du Bard College à Annandale-on-Hudson, dans l'État de New York, où mademoiselle Ghuman aurait dû participer le mois dernier au *Bard Music Festival*, afin de présenter la musique d'Elgar. Mais la porte est restée close pour mademoiselle Ghuman, professeur-assistant au Mills College à Oakland, Californie; d'origine britannique, elle a vécu, étudié et travaillé dans ce pays pendant dix ans jusqu'à cette expulsion brutale.

Le mystère qui entoure son cas montre combien il est difficile, sinon impossible, de se défendre contre une telle décision une fois que ce processus gouvernemental opaque a été enclenché.

Malgré un an de correspondances et d'enquête, Mlle Ghuman et son conseiller juridique du Mills College ont été dans l'impossibilité de savoir pourquoi son visa de résidente a été soudainement révoqué, ou si elle se trouvait sur une quelconque liste de surveillance sécuritaire. Elle ne sait pas non plus pourquoi sa demande d'un nouveau visa, en attente depuis octobre dernier, est bloquée par le même problème ou erreur incompréhensible.

Lors d'un entretien téléphonique plein d'émotion passé depuis le domicile de ses parents au pays de Galles, Mlle Ghuman, 34 ans, diplômée d'Oxford et qui a acquis son doctorat à Berkeley, Université de Californie, disait qu'elle se sentait dans la situation d'un personnage de Kafka.

« Je ne sais pas pourquoi c'est arrivé, ce dont on m'accuse, » déclara-t-elle « je n'ai eu aucune opportunité de me défendre. Je suis totalement impuissante »

Kelly Klundt, porte-parole du Custom and Border Protection¹ du Department of Homeland Security², déclara que les fonctionnaires de l'Aéroport international de San Francisco n'avaient d'autre choix que d'interdire l'entrée de Mlle Ghuman, car son visa avait été révoqué à la seule discrétion du Département d'État. Celui-ci ne donne aucune explication, se réfugiant derrière la confidentialité de l'attribution des visas individuels

Monsieur Botstein, qui avait écrit à la Secrétaire d'État Condoleezza Rice dans l'espoir que ce problème de visa soit résolu avant le festival de musique, explique que le cas de Mlle Ghuman est symptomatique. « Voici un exemple de la xénophobie, de l'incompétence, la stupidité ainsi que de l'intransigeance bureaucratique contre lesquels nous nous élevons » a-t-il déclaré, citant également le cas d'un professeur d'arabe qui a manqué les premières semaines du troisième trimestre scolaire cette année, à cause de problèmes de visa

« Ce qui est en jeu c'est la pré-éminence des États-Unis dans l'enseignement universitaire. »

Mlle Ghuman n'est certainement pas seule à être frustrée. Des groupes de liberté civiles et des universitaires donnent aussi l'exemple d'autres professeurs à qui l'on a refusé l'entrée dès l'aéroport, sans explication, ou refusé le visa auquel ils avaient droit. Une affaire en cours engagée par l'*American Civil Liberties Union*³ tente de prouver que l'administration Bush se sert de mesures de sécurité renforcées, afin de tenir à l'écart les universitaires étrangers en dehors du débat idéologique en violation des droits du Premier Amendement qui leur permet de s'exprimer.

Mais le cas de Mlle Ghuman n'entre pas dans cette catégorie. Certains pensent que son ouvrage en cours, « L'Inde dans l'imaginaire musical anglais, 1890-1940 », ou son étude sur Elgar, mieux connu des Américains pour « Splendeurs et circonstances », pût avoir soulevé des oppositions à Washington. Et si cela avait été une question de profil de sécurité, rien de son passé ne correspond.

Elle est née au pays de Galles. Sa mère est une femme au foyer britannique et son père, professeur émérite de psychologie en éducation à l'université du pays de Galles, né en Inde d'une famille sikhe et a émigré en Grande-Bretagne dans les années soixante. Le trimestre dernier, Mlle Ghuman tenta d'enseigner à distance par vidéo. Cette année universitaire elle est en congé non rémunéré, à cause de son absence.

« L'exclusion inexplicable et arbitraire du Docteur Ghuman a été une tragédie personnelle pour elle et une cause de gêne pour Mills et pour l'éducation américaine de haut niveau » déclara Janet L. Holmgren, présidente du Mills College, qui l'appelle « une de nos plus distinguées membres de la faculté »

¹ Douanes et Protection des Frontières, équivalent de Douane + Police de l'Air et des Frontières en France

² Département de la Sécurité Intérieure

³ Union Américaine pour les Libertés Civiles

SANS AUCUNE EXPLICATION

« Elle semble être dans cet état d'esprit » a dit Paul Flight, 47 ans, fiancé de Mlle Ghuman, qui lui a rendu visite trois fois en Grande-Bretagne, et qui envisage de s'y installer. M. Flight, contre-ténor, a codirigé avec Mlle Ghuman, l'opéra Orphée et Eurydice de Darius Milhaud il y a trois ans à Mills.

La descente dans l'enfer bureaucratique de Mlle Ghuman a commencé le 8 août 2006, alors qu'elle et M. Flight rentraient à San Francisco d'un voyage d'étude en Grande-Bretagne. Des fonctionnaires de l'immigration, armés, les attendaient à la porte de l'avion et ont arrêté Mlle Ghuman.

Dans le récit écrit des huit heures qui ont suivi, préparé pour son avocat, Mlle Ghuman dit que les fonctionnaires ont déchiré son visa H-1B, pourtant valide jusqu'en mai 2008, lacéré son passeport britannique, et ont tout trouvé suspect, des cassettes de musique jusqu'au fait qu'elle indiquait Gallois comme l'une des langues qu'elle pratique. Un rapport officiel obtenu par son avocat, grâce au Freedom of Information Act⁴, la décrit comme « hispanique ».

Tenue au secret dans une pièce de l'aéroport, elle fut fouillée au corps, dit-elle, et fut avertie que si elle bougeait, ce serait considéré comme une agression de sa part par la garde armée responsable de la fouille.

Après l'avoir questionnée pendant des heures, les fonctionnaires lui ont indiqué qu'elle ne pouvait être admise [à entrer aux États-Unis], dit-elle, et fut menacée d'être transférée dans un centre de détention à Santa Clara, en Californie, à moins qu'elle ne reprenne un avion pour la Grande-Bretagne le soir même.

À l'extérieur, M. Flight envoyait des appels à l'aide frénétiques. Il dit que le Consulat Britannique tenta de joindre sans succès les fonctionnaires de l'immigration chargés du dossier. Et Mlle Ghuman indiqua que ses demandes insistantes de parler au Consul britannique furent rejetées.

« Ils me dirent que je n'étais personne, que je n'étais nulle part et que je n'avais aucun droit ». Pour la première fois j'ai compris ce que la privation de liberté voulait dire.

Ainsi que Mlle Ghuman le dit, les fonctionnaires ignoraient pourquoi elle était exclue. Ils suggérèrent que peut-être un amoureux éconduit ou un collègue jaloux avait pu envoyer une lettre anonyme aux autorités de l'immigration, ou que le Mills College aurait pu avoir mis un terme à son emploi sans l'en avoir averti. Ces assertions sont infondées, dit-elle.

Enfin, un officier lui dit que son exclusion était probablement une erreur, et lui conseilla de faire une nouvelle demande de visa à l'issue d'un délai de dix jours. Mais cela prit plus de huit semaines avant que sa demande soit transféré à l'ambassade de États-Unis à Londres, en partie à cause des procédures de filtrage de l'anthrax mises en place au Département d'État.

À propos de la possibilité qu'elle ait pu être suspectée d'être un danger pour la sécurité, Mlle Ghuman déclara : « Ceci est non seulement insultant et navrant mais encore ? Les musiciens, des gens dangereux ? Est-ce ma façon de jouer du piano ? » Je n'ai eu aucune explication, ajouta-t-elle, et cela fait maintenant 13 mois et demi »

Les enquêtes menées par le représentant de Mlle Ghuman au parlement ainsi que de plusieurs membres du Congrès, y compris le sénateur Richard J. Durbin de l'Illinois, ont été vaines, a déclaré Byron Adams, professeur de musique à l'université Riverside de Californie, affirmant qu'il connaissait Mlle Ghuman depuis des années et respectait son oeuvre.

« Toutes ces personnes ont connu le mépris du Département d'État » dit enfin M. Adams

Au printemps dernier, lorsque tout espoir se fut éteint de voir le cauchemard du visa de Mlle Ghuman résolu calmement, Charles Atkinson, président de l'American Musicological Society, a demandé à ses 3 600 membres d'envoyer des lettres au département d'état pour exprimer « notre profonde consternation et inquiétude à propos du traitement infligé à l'un de nos membres »

La société l'a invité à faire un exposé lors de sa conférence de novembre, qui, « circonstance bienveillante », dit M. Atkinson, doit se tenir au Québec.

Le don de 500 dollars qu'ils lui ont accordé ne couvrira pas ses frais. Mais au moins, dit-il, elle peut compter sur le Canada pour la laisser entrer. ■

Traduction Reopen911.info

⁴ Acte sur la Liberté de l'Information

UNE CONCERTISTE EXPULSÉE DES USA

Texte original

Music Scholar Barred From U.S., but No One Will Tell Her Why

Nalini Ghuman, an up-and-coming musicologist and expert on the British composer Edward Elgar, was stopped at the San Francisco airport in August last year and, without explanation, told that she was no longer allowed to enter the United States.

Her case has become a cause célèbre among musicologists and the subject of a protest campaign by the American Musicological Society and by academic leaders like Leon Botstein, the president of Bard College at Annandale-on-Hudson, N.Y., where Ms. Ghuman was to have participated last month in the Bard Music Festival, showcasing Elgar's music.

But the door has remained closed to Ms. Ghuman, an assistant professor at Mills College in Oakland, Calif., who is British and who had lived, studied and worked in this country for 10 years before her abrupt exclusion.

The mystery of her case shows how difficult, if not impossible, it is to defend against such a decision once the secretive government process has been set in motion.

After a year of letters and inquiries, Ms. Ghuman and her Mills College lawyer have been unable to find out why her residency visa was suddenly revoked, or whether she was on some security watch list. Nor does she know whether her application for a new visa, pending since last October, is being stymied by the shadow of the same unspecified problem or mistake.

In a tearful telephone interview from her parents' home in western Wales, Ms. Ghuman, 34, an Oxford graduate who earned her Ph.D. from the University of California, Berkeley, said she felt like a character in Kafka.

"I don't know why it's happened, what I'm accused of," she said. "There's no opportunity to defend myself. One is just completely powerless."

Kelly Klundt, a spokeswoman for Customs and Border Protection in the Department of Homeland Security, said officers at San Francisco International Airport had no choice but to bar Ms. Ghuman because the State Department, at its discretion, had revoked her visa. The State Department would not discuss the case, citing the confidentiality of individual visa records.

Mr. Botstein, who wrote to Secretary of State Condoleezza Rice in the hope of having the visa problem resolved before the music festival, said Ms. Ghuman's case is symptomatic. "This is an example of the xenophobia, incompetence, stupidity and then bureaucratic intransigence that we are up against," he said, also citing the case of a teacher of Arabic at Bard who missed the first weeks of the spring semester this year because of visa problems. "What is at stake is America's pre-eminence as a place of scholarship."

Ms. Ghuman is certainly not alone in her frustration. Academic and civil liberties groups point to other foreign scholars who have been denied entry without explanation at an airport, or refused a visa when they applied. A pending lawsuit by the American Civil Liberties Union contends that the Bush administration is using heightened security measures to keep foreign scholars out on ideological grounds in violation of the First Amendment rights of American scholars to hear them.

But Ms. Ghuman's case does not seem to fit such a pattern. Few believe that her book in progress, "India in the English Musical Imagination, 1890-1940," or her work on Elgar, best known by Americans for "Pomp and Circumstance," could have raised red flags in Washington. And if it were a question of security profiling, nothing in her background fits.

She was born in Wales. Her mother is a British homemaker, and her father, an emeritus professor of educational psychology at the University of Wales, was born in India to a Sikh family and moved to Britain in the 1960s. Last semester, Ms. Ghuman tried to teach her students by video link. This academic year, she is on an unpaid leave of absence.

"The arbitrary and inexplicable exclusion of Dr. Ghuman has been a personal tragedy for her and a cause of distress to Mills and to American higher education," said Janet L. Holmgren, the president of Mills College, who called her "one of our most distinguished faculty members."

"She seems to be in this limbo," said Ms. Ghuman's fiancé, Paul Flight, 47, who has visited her three ti-

SANS AUCUNE EXPLICATION

mes in Britain and is considering a move there. Mr. Flight, a countertenor, co-directed Darius Milhaud's opera about Orpheus and Eurydice with Ms. Ghuman at Mills three years ago.

Ms. Ghuman's descent into the bureaucratic netherworld began on Aug. 8, 2006, when she and Mr. Flight returned to San Francisco from a research trip to Britain. Armed immigration officers met them at the airplane door and escorted Ms. Ghuman away.

In a written account of the next eight hours that she prepared for her lawyer, Ms. Ghuman said that officers tore up her H-1B visa, which was valid through May 2008, defaced her British passport, and seemed suspicious of everything from her music cassettes to the fact that she had listed Welsh as a language she speaks. A redacted government report about the episode obtained by her lawyer under the Freedom of Information Act erroneously described her as "Hispanic."

Held incommunicado in a room in the airport, she was groped during a body search, she said, and was warned that if she moved, she would be considered to be attacking her armed female searcher. After questioning her for hours, the officers told her that she had been ruled inadmissible, she said, and threatened to transfer her to a detention center in Santa Clara, Calif., unless she left on a flight to London that night.

Outside, Mr. Flight made frantic calls for help. He said the British Consulate tried to get through to the immigration officials in charge, to no avail. And Ms. Ghuman said her demands to speak to the British consul were rebuffed.

"They told me I was nobody, I was nowhere and I had no rights," she said. "For the first time, I understood what the deprivation of liberty means."

As Ms. Ghuman tells it, the officers said they did not know why she was being excluded. They suggested that perhaps a jilted lover or envious colleague might have written a poison pen letter about her to immigration authorities, she said, or that Mills College might have terminated her employment without telling her. The notions are unfounded, she said.

One officer eventually told her that her exclusion was probably a mistake, and advised her to reapply for a visa in London after a 10-day wait. But it took more than eight weeks for her file to be transferred to the United States Embassy in London, in part because of routine anthrax screening at the State Department.

As for the possibility that she has been deemed a security threat, Ms. Ghuman said: "It's not only insulting and heartbreaking, but how? In what way? Musicians, dangerous people? Is it my piano playing?"

"I have no indication at all," she added, "and it has been 13 1/2 months."

Inquiries by Ms. Ghuman's representative in Parliament and several members of Congress, including Senator Richard J. Durbin of Illinois, have been to no avail, said Byron Adams, a professor of music at the University of California, Riverside, who said he had known Ms. Ghuman for years and respected her work.

"All of these people have gotten the runaround from the State Department," Mr. Adams said.

In late spring, when hope faded that Ms. Ghuman's visa nightmare would be resolved quietly, Charles Atkinson, the president of the American Musicological Society, asked its 3,600 members to send letters to the State Department expressing "our profound consternation and anxiety over the treatment of one of our members."

The society has invited her to lecture at its conference in November, which, "in a fortunate circumstance," Mr. Atkinson said, is to be held in Quebec.

The \$500 travel grant they have awarded her will not cover the cost. But at least, he said, she can expect Canada to let her in. ■

By NINA BERNSTEIN

Lien :

[Music Scholar Barred From U.S., but No One Will Tell Her Why - New York Times](#)



ReOpen911.info

www.ReOpen911.info

Initiative citoyenne et bénévole indépendante de tout mouvement politique, philosophique ou religieux